



NATIONS UNIES
BURUNDI

FONDS FIDUCIAIRE MULTIPARTENAIRES AU BURUNDI

RAPPORT ANNUEL 2025



Avril 2026



Etabli fin 2021, le **Fonds fiduciaire multipartenaires au Burundi** a pour but d'assurer une réponse coordonnée et cohérente du système des Nations Unies et des Partenaires à aux besoins prioritaires pour le développement du pays. Il s'agit d'un instrument destiné à fournir un appui coordonné, approprié et fondé sur les principes directeurs des grands engagements internationaux figurant notamment dans l'Agenda 2030, l'agenda de l'Union Africaine à l'horizon 2063, la vision de la Communauté Est Africaine 2050, et le partenariat global Busan.

Le Fonds fiduciaire multipartenaires pour le Burundi est un mécanisme de financement de projets conjoints flexible, efficace et inclusif, qui promeut la redevabilité et ajoute la plus grande valeur possible aux engagements des Partenaires du Burundi.

Le Fonds fiduciaire multipartenaires pour le Burundi priorise et alloue les financements à des projet conjoints qui visent la réalisation des résultats stratégiques du Plan-cadre de Coopération pour le Développement Durable 2023-2027 signé entre le Gouvernement du Burundi et le Système des Nations Unies au Burundi (UNSCDF 2023-2027). Ces projets contribuent également à la réalisation des priorités nationales de développement, et dans le but d'atteindre un impact socioéconomique conséquent et visible au Burundi.

Le présent rapport présente les principales réalisations du fonds fiduciaire au courant de l'année 2025, et les perspectives pour 2026.

Le Comité de pilotage renouvelle ses chaleureux remerciements aux trois contributeurs suivants qui continuent à soutenir le fonds :



Suisse



Pays-Bas



Belgique



Table des matières

INTRODUCTION	2
PROGRAMME CONJOINT NUTRITION	4
PROGRAMME CONJOINT DROITS DE L'HOMME	7
PROGRAMME CONJOINT SYSTEMES ALIMENTAIRES.....	10
GOVERNANCE DU FONDS	13
ORIENTATIONS DU FONDS POUR 2026.....	13
RAPPORT FINANCIER 2025.....	15
INTRODUCTION	17
1. SOURCES AND USES OF FUNDS	18
2. PARTNER CONTRIBUTIONS	20
3. INTEREST EARNED	21
4. TRANSFER OF FUNDS	22
5. EXPENDITURE AND FINANCIAL DELIVERY RATES	23
6. COST RECOVERY	25
7. Accountability and Transparency	25
Annex	26

I. PRESENTATION ET RESULTATS DES PROGRAMMES DU FONDS

En 2025, le fonds a soutenu trois programmes conjoints. Ces programmes ont contribué à renforcer les deux premières priorités stratégiques du Plan-Cadre de Coopération pour le Développement Durable 2023-2027.



Figure 1: Les programmes conjoints financés par le fonds sont alignés à deux des trois priorités stratégiques du Plan-Cadre de Coopération pour le Développement Durable 2023-2027 signé entre le Gouvernement du Burundi et le Système des Nations Unies.

1.1 PROGRAMME CONJOINT NUTRITION

• Présentation du Projet:

Titre du programme : Lutter contre la malnutrition par des interventions multisectorielles dans les communautés vulnérables du Burundi (2023-2026)

Durée : Le programme devait clôturer ses activités au 31 décembre 2025, mais le COPIL du 23 janvier 2026 a accordé une extension de six mois jusqu'au 30 juin 2026.

Zone d'intervention : 5 districts sanitaires : Ngozi, Buye, Kiremba, Gahombo et Gashoho des anciennes Provinces de Ngozi, Kayanza et Muyinga

UNICEF

Montant total du projet: 8.260.532 USD dont

- 7,706,159 USD financé sur la contribution de la Suisse à la fenêtre





Nutrition et Systèmes alimentaires du MPTF Burundi

- 631,435 USD financé par ressources propres des agences

Les interventions du programme ciblent les femmes enceintes, les femmes allaitantes, les mères d'enfants vulnérables/malnutris, les enfants de moins de cinq ans, les services de santé, les structures communautaires, les agriculteurs et les petites et moyennes entreprises (PME) de transformation alimentaire évoluant dans les anciennes provinces de Ngozi, Kayanza et Muyinga, avec pour objectif principal de réduire de 5 pourcents la prévalence de la malnutrition chronique dans les districts ciblés pour contribuer à l'atteinte des Objectifs de développement durable.

- **Principaux résultats en 2025**

Les résultats du programme conjoint nutrition en 2025 ont atteint une performance remarquable dans la prévention et la prise en charge de la malnutrition, avec des taux de couverture et de guérison assez élevés. L'approche intégrée, combinant dépistage, traitement communautaire, supplémentation en micronutriments et sensibilisation des femmes enceintes et allaitantes, a permis de réduire significativement les risques de détérioration nutritionnelle et de renforcer la santé maternelle et infantile. Par ailleurs, les actions d'assainissement et la mise en place de groupes de solidarité ont consolidé la résilience sociale et amélioré durablement l'environnement sanitaire.

Au-delà des résultats immédiats, le programme a également favorisé la diversification alimentaire et l'autonomisation économique des ménages grâce aux Champs-Écoles Producteurs, aux coopératives et aux associations d'épargne et de crédit. La production locale d'aliments fortifiés, bien que confrontée à des contraintes logistiques, a renforcé l'accès à une alimentation de qualité et contribué à l'inclusion financière, en particulier des femmes. La coordination multisectorielle et le suivi rapproché ont permis d'assurer une cohérence des interventions et une utilisation plus efficiente des ressources.

Pour consolider ces acquis et améliorer la mise en œuvre future, il sera essentiel d'institutionnaliser les approches réussies dans les politiques nationales, de renforcer les infrastructures logistiques et énergétiques, et de diversifier davantage les activités génératrices de revenus. La systématisation de l'inclusion des groupes vulnérables et la pérennisation des mécanismes communautaires de solidarité et de financement permettront de renforcer la résilience face aux chocs économiques et sociaux. Enfin, une gouvernance multisectorielle renforcée et une planification anticipative seront déterminantes pour transformer ces résultats en systèmes durables et résilients au service de la nutrition et de la sécurité alimentaire.

- **Principaux résultats clés en chiffres**

Accès élargi aux services nutritionnels essentiels

- 193,315 enfants dépistés et 7,750 cas de malnutrition aiguë identifiés
- 6,301 enfants admis en FARN pour la MAM et 4,818 enfants traités pour MAS

Prévention renforcée

- 28,189 nouveaux enfants de moins de 5 ans suivi et promotion de la croissance (SPC)
- 71,158 femmes enceintes et allaitantes sensibilisées, 60,710 couvertes en fer/acide folique
- 63 694 enfants de 6 à 23 mois ont bénéficié d'une fortification alimentaire à domicile

Assainissement et résilience communautaire

- 13 communes certifiées « Fin de Défécation à l’Air Libre »
- 1,008 groupes de solidarité fonctionnels avec 28 117 membres
- 72,357 actes de naissance délivrés.

Diversification alimentaire et AGR

- 18,041 ménages vulnérables ont bénéficié des semences et intrants agricoles
- 21,000 plants distribués à 6,130 ménages
- 3,589 ménages ont bénéficié d’un petit élevage (chèvre ou porcin).

Développement des CEP et cooperatives

- 70 nouveaux Champs-Écoles Producteurs CEP appuyés.

Aliments fortifiés et accès financier

- 650 tonnes de farine fortifiées produites, 4 unités certifiées CNTA/BBN.
- 168 groupes VSLA regroupant 3,978 membres (97% femmes), encadrés dans des AGR et facilitant l’accès au crédit et l’investissement agricole
- 4,528 ménages vulnérables ont reçu un soutien financier pour répondre à divers besoins alimentaires et agricoles.

Le programme qui devait clôturer ses activités *au* 31 décembre 2025 a bénéficié d’une extension de six mois. Une évaluation externe du programme a été commanditée par le Bailleurs et le rapport a été présenté au Comité de pilotage le 15 avril 2026. Une des recommandations formulées pour la prochaine phase c’est de poursuivre le financement à travers le MPTF sous la condition que d’autres partenaires s’engagent à apporter leur contribution au programme en utilisant le même mécanisme. Le rapport d’évaluation recommande également, pour la prochaine phase du projet, l’adoption de la modalité de mise en œuvre par délégation directe aux ONG.





1.2. PROGRAMME CONJOINT DROITS DE L'HOMME

Présentation du Projet:

Titre du programme : Renforcer l'architecture et la réponse des Droits Humains au Burundi (2024-2028)

Zone d'intervention : tout le territoire du Burundi

PNUD – UNICEF – UNESCO – ONU-Femmes

Montant total du Programme : 13,597,384 USD
dont :

- 11,744,676.72 USD par les Pays-Bas et la Suisse au travers du MPTF Burundi
- 3,192,056 USD financé par les ressources propres des agences
- Gap à combler 1,852,707.28 USD



Les interventions du programme qui couvrent tout le territoire national ont pour objectifs : le renforcement des capacités institutionnelles, opérationnelles et techniques des institutions et organisations chargées de la promotion et protection des droits de l'homme; l'ouverture d'un espace de discussion et de dialogue entre toutes les parties prenantes sur les questions des droits de l'homme, le renforcement de la coopération entre le Burundi et les mécanismes internationaux visant l'amélioration de la situation des droits de l'homme au plan national, ainsi que la mise en place et l'effectivité de mécanismes nationaux de prévention et de protection. Le programme bénéficie à toutes les catégories de la population du Burundi, avec un accent sur les communautés à risque d'être marginalisées et laissées de côté, y inclut les victimes de violation des droits de l'homme, les défenseurs des droits humains, les journalistes, les enfants, les personnes avec handicap, le peuple autochtone, les réfugiés et rapatriés, les déplacés internes, etc.

- **Principaux résultats en 2025**

Le programme conjoint a permis des avancées notables dans l'accès à la justice, la protection des enfants, la lutte contre les violences basées sur le genre et la participation citoyenne. Au-delà des résultats quantitatifs, il a contribué à institutionnaliser des mécanismes durables de redevabilité et de cohésion sociale, le repositionnement du pays dans le respect des engagements internationaux, renforçant sa crédibilité et sa conformité aux standards régionaux et mondiaux.

En 2025, le programme conjoint Droits humains a permis de renforcer l'espace démocratique et institutionnel grâce à la formation des journalistes et des policiers, garantissant une couverture médiatique plus professionnelle et sécurisée en période électorale. L'institutionnalisation des mécanismes de redevabilité s'est matérialisée par la digitalisation du bureau de l'Ombudsman, la création de points focaux provinciaux et la validation d'une stratégie nationale de gestion des plaintes, ce qui marque une avancée vers une gouvernance plus transparente et accessible.



Sur le plan international, le projet a contribué à la conformité aux obligations en matière de droits humains, notamment par le rattrapage des retards dans la soumission des rapports initiaux et périodiques, ainsi que par l'élaboration d'un plan d'action pour le suivi des recommandations de l'Examen Périodique Universel. Par ailleurs, l'accès à la justice a été élargi grâce à l'introduction des audiences foraines et à l'assistance légale apportée aux enfants en contact avec la loi. Le suivi des cas de détention arbitraire a permis de réduire la population carcérale, renforçant ainsi la protection des droits fondamentaux.

La protection des droits de l'enfant s'est concrétisée par l'enregistrement massif à l'état civil, la réinsertion familiale et la formation professionnelle accompagnée de kits d'installation, favorisant leur inclusion sociale et économique. En parallèle, une attention particulière a été portée aux survivantes de violences basées sur le genre, à travers leur prise en charge et leur autonomisation économique, ce qui contribue à la lutte contre les inégalités et à la résilience des communautés.

Enfin, le programme a renforcé la cohésion sociale et la participation démocratique des minorités en organisant des dialogues intergénérationnels et en mettant en place des comités de suivi électoral inclusifs. La participation des Batwa, des personnes handicapées et des albinos illustre une avancée vers une société plus inclusive, où les groupes marginalisés sont intégrés dans les processus décisionnels et de gouvernance.

- **Quelques résultats clés en chiffres**

Droits et libertés

- 3 rapports nationaux élaborés et soumis et 2 politiques nationales élaborées avec l'appui du SNU
- 100 journalistes, 50 policiers et 60 nouveaux élus locaux formés
- Plus de 2,700 détenus et enfants libérés ou assistés grâce au suivi judiciaire et des cas de détention
- Suivi de 357 cas de détention arbitraire et 9 cas de tortures
- 9 espaces de dialogue intergénérationnels créés

Système de protection

- 18,223 enfants enregistrés, dont 9130 filles
- + 1 500 enfants réfugiés soutenus par des services de protection et de justice
- +1,200 enfants en contact avec la loi assistés légalement, 66 réintégrés dans leur famille
- + 1,000 adolescents et leurs mères accompagnés pour leur réinsertion
- 754 survivant(e)s de VBG accompagnés ; 322 plaintes déposées
- 627,000 enfants handicapés scolarisés

Droits des minorités

- + 1,100 survivantes de violences basées sur le genre assistées et 30 groupes économiques de femmes créés
- 627,000 enfants handicapés scolarisés
- +300 enfants formés à des métiers

Les défis rencontrés en 2025 ont révélé la fragilité du projet face aux aléas politiques, économiques et logistiques, mettant en évidence la nécessité d'une meilleure anticipation et d'une plus grande flexibilité dans la mise en œuvre. En parallèle, les leçons tirées constituent des repères solides pour renforcer la résilience, l'inclusivité et la durabilité des interventions. L'avenir du programme reposera sur sa capacité à transformer ces contraintes en leviers d'innovation et d'opportunité, afin de consolider durablement les

acquis et d'ancre la protection des droits humains dans les pratiques institutionnelles et communautaires.

Le comité de pilotage a souligné l'importance de la communication comme un pilier essentiel, car elle garantit la transparence, facilite la coordination entre les parties prenantes et favorise l'appropriation des résultats par les communautés et les institutions. En assurant un partage régulier et structuré de l'information, elle contribue à renforcer la confiance, à anticiper les défis et à mobiliser les soutiens nécessaires pour la pérennité des interventions.



1.3. PROJET CONJOINT SYSTEMES ALIMENTAIRES

Présentation du projet

Titre du projet : Accès des petits exploitants agricoles aux ressources productives pour des systèmes alimentaires inclusifs et résilients au changement climatique au Burundi (2024-2026)

Zone d'intervention : Zones écologiquement fragiles avec des moyens d'existence précaires des régions du Moso et du Buyogoma (anciennes Provinces de Ruyigi et Rutana)

Agences Participantes : PAM – PNUD – UNCDF – FAO – ONU-Femmes

Montant total : 4.000.000 Euros (4.311.960 USD) financé sur les contributions de la Belgique à la fenêtre Nutrition et Systèmes alimentaires du MPTF Burundi.



Le projet intitulé « Accès des petits exploitants agricoles aux ressources productives pour des systèmes alimentaires inclusifs et résilients au changement climatique au Burundi » poursuit l'objectif de réduire la faim, la malnutrition et les inégalités, tout en aidant les communautés rurales à faire face aux effets du climat. Les agences des Nations Unies participantes mettent en commun leurs expertises, ainsi que leurs moyens matériels et techniques, afin de renforcer la résilience, améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et soutenir les moyens de subsistance des populations rurales. Cette démarche s'inscrit dans une approche multisectorielle de développement communautaire intégré, centrée sur la promotion de systèmes agricoles durables et adaptés aux changements climatiques. Le projet vise à améliorer l'accès à des systèmes alimentaires résilients pour environ 12,000 ménages de manière indirecte. Les bénéficiaires directs incluent également les organisations paysannes (OP), les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) spécialisées dans la fourniture d'intrants agricoles améliorés, d'informations et de technologies innovantes, de services agricoles adaptés, ainsi que les chaînes de valeur agroalimentaires (arachide, haricot bio-fortifié, maïs et riz), conçues pour être inclusives et durables au service de la nutrition.

Le projet a démarré ses activités en septembre 2024 avec quelques défis, mais un plan d'accélération a été rapidement mis en place et a permis d'intensifier l'exécution des activités et de rattraper le retard.

- **Principaux résultats en 2025**

Les résultats du projet systèmes alimentaires en 2025 mettent en évidence des avancées significatives dans l'amélioration de l'accès aux intrants agricoles, au financement et aux marchés, tout en renforçant la gouvernance locale. Les résultats montrent un secteur semencier consolidé dans la zone d'action du projet, avec la production de semences pré-base et de base, la distribution d'intrants à plus de 1,600 ménages et l'appui à des multiplicateurs privés et coopératifs. Parallèlement, les aménagements agricoles et les actions de gestion des terres ont permis de réduire l'érosion grâce à des fossés antiérosifs et des



plantations agroforestières, tout en générant des revenus pour les travailleurs ruraux. L'intégration du leadership féminin et la résolution de conflits fonciers par les femmes illustrent une avancée vers une gouvernance foncière plus inclusive et sensible au genre.

Sur le plan financier, le projet a favorisé l'inclusion des organisations paysannes et des coopératives en les sensibilisant aux subventions climatiques et en les accompagnant dans l'accès au crédit. L'appui de l'UNCDF a permis de développer des outils financiers, de former les bénéficiaires à l'élaboration de microprojets et de connecter des demandeurs aux institutions bancaires. L'éducation financière a renforcé les capacités de gestion et la compréhension des conditions d'accès aux financements, contribuant à une meilleure appropriation des mécanismes de financement par les communautés.

Concernant l'accès aux marchés et la valeur ajoutée, le projet a soutenu 40 coopératives et plusieurs unités de transformation, en renforçant leurs compétences en gouvernance, gestion financière et normes de qualité. La connexion aux marchés institutionnels, notamment les cantines scolaires, a ouvert de nouvelles opportunités commerciales. Les formations sur la négociation, le calcul des coûts de production et la certification ont permis d'améliorer la compétitivité des acteurs locaux et de renforcer leur position dans les chaînes de valeur.

Enfin, le renforcement des capacités institutionnelles et de la gouvernance locale a été consolidé par la mise en place de guichets uniques, le développement d'outils digitaux comme E-Taxe et la plateforme nationale AgriLink. Ces innovations, combinées à des modules de formation sur l'agriculture climato-intelligente, la gestion des coopératives et l'intégration du genre, contribuent à une meilleure coordination et à une gouvernance plus efficace des systèmes alimentaires. Les mécanismes de suivi-évaluation, incluant des réunions régulières et des missions conjointes des comité technique et de pilotage du projet ont assuré une cohérence et une transparence accrues dans la mise en œuvre. Globalement, le projet a posé les bases d'un système alimentaire plus résilient, inclusif et durable, tout en identifiant des pistes pour consolider les acquis et renforcer l'impact à long terme.

- **Quelques réalisations clé en chiffres**

Accès aux ressources productives

- 34 tonnes de semences de prébase produites
- 142 km de fossés antiérosifs creusés et 300 000 plants agroforestiers plantés
- 165 multiplicateurs privés appuyés ; 84 % des champs certifiés
- + 1600 ménages bénéficiaires de semences certifiées et fertilisants.

Accès aux mécanismes de financement

- 1,712 bénéficiaires accompagnés vers l'accès au financement
- 80 porteurs de projets connectés à la Banque des femmes
- 100 personnes formées en gestion d'entreprise et plans d'affaires
- 2,057 personnes sensibilisées à l'utilisation du financement climat

Accès au marché

- 75 acteurs formés en certification, marketing et emballage
- 4 écoles à cantines scolaires connectées à l'approvisionnement local.
- 40 coopératives et 8 unités de transformation renforcées

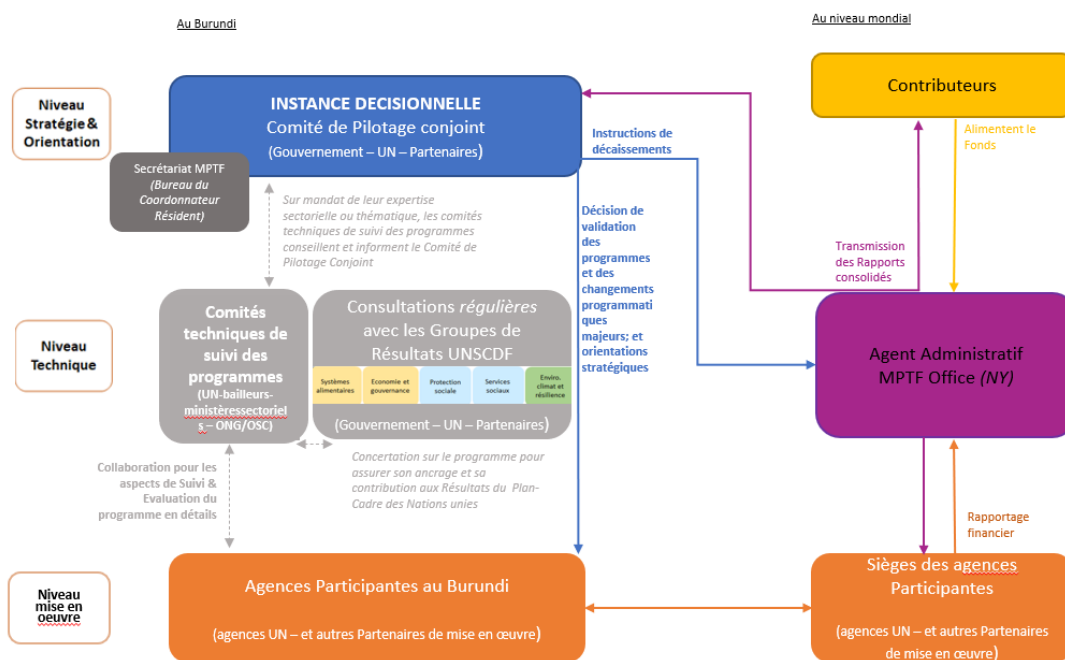
Capacités institutionnelles et communautaires renforcées

- 1,177 femmes et membres d'OP/CEP formés au leadership
- 150 producteurs formés aux bonnes pratiques commerciales

- 2 guichets uniques identifiés et équipés
- Plateforme nationale AgriLink développée et validée



II- GOUVERNANCE DU FONDS



Le Comité de Pilotage est actuellement coprésidé par le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et le Directeur Général, Responsable du Programme Intégration Régionale et Coopération Internationale au Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement. Les membres composant le Comité sont en outre, un représentant du Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie numérique, un représentant du Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique, des représentants de 2 agences des Nations Unies (sur principe rotatoire), et des représentants des donateurs présents dans le pays contribuant au fonds (sur principe rotatoire). En 2025, le Comité de pilotage s'est réuni une seule réunion en juin. Cette réunion a été consacrée à l'examen des rapports des projets Nutrition et Droits humains pour l'année 2024, à l'analyse des difficultés rencontrées lors du démarrage du projet sur les systèmes alimentaires, ainsi qu'à la validation d'un plan d'accélération des activités destiné à rattraper le retard.

Le suivi de la mise en œuvre des programmes au niveau technique est assuré par des comités techniques de suivi composés des Représentants des ministères sectoriels desquels relèvent les programmes, des représentants des bailleurs, ainsi que les points focaux des agences de mise en œuvre.

III- ORIENTATIONS DU FONDS POUR 2026

Seuls trois partenaires contribuent à ce jour au MPTF qui financent trois programmes conjoints, dont un clôture les activités en juin 2026. Le Comité de pilotage a recommandé de réfléchir à des actions contribuant à la promotion de ce mécanisme auprès d'autres partenaires du Burundi, y inclus ceux non-résidents au pays, afin d'élargir le portefeuille.

Pour l'année 2026, les orientations retenues portent notamment sur les actions suivantes :



- **Promouvoir le mécanisme auprès de partenaires potentiels**, en démontrant ses avantages et son impact sur le développement durable.
- **Diversifier les financements et élargir le cercle des contributeurs** en attirant de nouveaux partenaires et en consolidant la confiance des bailleurs grâce à une gouvernance transparente.
- Mettre **en avant l'efficacité du travail conjoint** entre le Gouvernement, les bailleurs et le Système des Nations Unies, en soulignant son rôle dans le dialogue et la concertation
- Mettre en place **un Secrétariat dédié au sein du RCO** pour renforcer l'appui au Comité de pilotage et les agences de mise en œuvre
- Renforcer les mécanismes de suivi-évaluation, avec des indicateurs clairs et partagés, pour mesurer les résultats des programmes et assurer la transparence dans l'utilisation des fonds.

Ci-après des liens pour plus d'informations et d'histoires illustrant les programmes du MPTF

<https://burundi.un.org/fr/312752-validation-des-7%C3%A8me-et-8%C3%A8me-rapports-du-burundi-sur-la-chedef-un-engagement-renouvel%C3%A9-pour>

<https://burundi.un.org/fr/311227-unir-les-efforts-pour-transformer-durablement-les-syst%C3%A8mes-alimentaires-au-burundi>

<https://www.unicef.org/burundi/fr/recits/unicef-soutient-les-interventions-cl%C3%A9s-de-nutrition-pour-la-survie-et-le-d%C3%A9veloppement-de>



DEFINITIONS

Allocation/Total Approved Budget

Amount approved by the Steering Committee for a project/programme. The total approved budget represents the cumulative amount of allocations approved by the Steering Committee.

Approved Project/Programme

A project/programme including budget, etc., that is approved by the Steering Committee for funds' allocation purposes.

Contributor Commitment

Amount(s) committed by a contributor to a Fund in a signed donor agreement with the UNDP Multi-Partner Trust Fund Office (MPTF Office), in its capacity as the Administrative Agent. A commitment may be paid or pending payment.

Contributor Deposit

Cash deposit received by the MPTF Office for the Fund from a contributor in accordance with a signed donor agreement.

Delivery Rate

The percentage of funds that have been utilized, calculated by comparing expenditures reported by a Participating Organization or Non-UN Organization against the 'net funded amount'. This does not include expense commitments by Participating Organizations.

Contribution Agreement

Standard Administrative Arrangement (SAA) and/or European Commission contribution agreement between contributor/donor and MPTF Office.

Net Funded Amount

Amount transferred to a Participating Organization less any refunds transferred back to the MPTF Office by a Participating Organization.

Participating Organization

A UN Organization or other inter-governmental Organization that is a partner in a Fund, as represented by signing the applicable legal agreement with the MPTF Office for a particular Fund.

Project Expenditure

The sum of expenses reported by all Participating Organizations for a Fund reported to the AA.

Project Financial Closure

A project or programme is considered financially closed when all financial obligations of an operationally completed project or programme have been settled, and no further financial charges may be incurred. MPTF Office will report a project financially closed once the financial report(s) has been received and any balance of funds refunded.

Project Operational Closure

A project or programme is deemed operationally closed once all activities funded for Participating Organization(s) have been concluded, and the Steering Committee has approved the final narrative report.

US Dollar Amount

The financial data in the report is recorded in US Dollars.

Transferred Funds

Funds transferred to Participating Organizations by the Administrative Agent in accordance with the Steering Committee's request.



INTRODUCTION

This Consolidated Annual Financial Report of the **Burundi Multi-Partner Trust Fund** is prepared by the United Nations Development Programme (UNDP) Multi-Partner Trust Fund Office (MPTF Office) in fulfillment of its obligations as Administrative Agent, as per the Terms of Reference (TOR), the Memorandum of Understanding (MOU) signed between the UNDP MPTF Office and the Participating Organizations, and the donor agreement signed with contributors/donors.

The MPTF Office, as Administrative Agent, is responsible for concluding an MOU with Participating Organizations and donor agreements with contributors/donors. It receives, administers and manages contributions,

and disburses these funds to the Participating Organizations. The Administrative Agent prepares and submits annual consolidated financial reports, as well as regular financial statements, for transmission to stakeholders.

This consolidated financial report covers the period 18 November 2021 to 31 December 2025 and provides financial data on progress made in the implementation of projects of the **Burundi Multi-Partner Trust Fund**. It is posted on the MPTF Office GATEWAY (<https://mptf.undp.org/fund/bdi00>).



2025 FINANCIAL PERFORMANCE

This chapter presents financial data and analysis of the **Burundi Multi-Partner Trust Fund** using the pass-through funding modality as of 31 December **2025**. Financial information for this Fund is also available on the MPTF Office GATEWAY, at the following address: <https://mptf.undp.org/fund/bdi00>.

1. SOURCES AND USES OF FUNDS

As of 31 December **2025**, **3** contributors deposited US\$ **16,910,325** and US\$ **137,515** was earned in interest.

The cumulative source of funds was US\$ **17,047,841**.

Of this amount, US\$ **12,565,522** has been net funded to **8** Participating Organizations, of which US\$ **9,799,187** has been reported as expenditure. The Administrative Agent fee has been charged at the approved rate of 1% on deposits and amounts to US\$ **169,103**. Table 1 provides an overview of the overall sources, uses, and balance of the **Burundi Multi-Partner Trust Fund** as of 31 December 2025.

Table 1 Financial Overview, as of 31 December 2025 (in US Dollars)

	Prior Years up to 31 Dec 2024	Financial Year Jan-Dec 2025	Total
Sources of Funds			
Contributions from donors	12,719,956	4,190,369	16,910,325
Sub-total Contributions	12,719,956	4,190,369	16,910,325
Fund Interest and Investment Income Earned	81,343	56,173	137,515
Total: Sources of Funds	12,801,299	4,246,542	17,047,841
Use of Funds			
Transfers to Participating Organizations	11,080,522	1,485,000	12,565,522
Sub-Total Transfers	11,080,522	1,485,000	12,565,522
Administrative Agent Fees	127,200	41,904	169,103
Bank Charges	73	25	98
Total: Uses of Funds	11,207,794	1,526,929	12,734,723
Change in Fund cash balance with Administrative Agent	1,593,505	2,719,613	4,313,118
Opening Fund balance (1 January)	3,663,915	1,593,505	-
Closing Fund balance (31 December)	1,593,505	4,313,118	4,313,118



Net Funded Amount (Includes Direct Cost)	11,080,522	1,485,000	12,565,522
Participating Organizations Expenditure (Includes Direct Cost)	5,706,283	4,092,904	9,799,187
Balance of Funds with Participating Organizations	5,374,238	(2,607,904)	2,766,334



2. PARTNER CONTRIBUTIONS

Table 2 provides information on cumulative contributions received from all contributors to this fund as of 31 December **2025**.

The **Burundi Multi-Partner Trust Fund** is currently being funded by **3** contributors, as listed in the table below.

The table includes financial commitments made by the contributors through signed Standard Administrative Agreements with an anticipated deposit date as per the schedule of payments by 31 December **2025** and deposits received by the same date. It does not include commitments that were made to the fund beyond **2025**.

Table 2. Contributions, as of 31 December 2025 (in US Dollars)

Contributors	Total Commitments	Total Deposits
Government of Belgium	3,547,253	1,611,424
Government of Netherlands	4,500,000	4,500,000
Government of Switzerland	10,798,902	10,798,902
Grand Total	18,846,154	16,910,325



3. INTEREST EARNED

Interest income is earned in two ways: 1) on the balance of funds held by the Administrative Agent (Fund earned interest), and 2) on the balance of funds held by the Participating Organizations (Agency earned interest) where their Financial Regulations and Rules allow return of interest to the AA.

As of 31 December **2025**, Fund earned interest amounts to US\$ **137,515**. No interest was received from Participating Organization. Details are provided in the table below.

Table 3. Sources of Interest and Investment Income, as of 31 December 2025 (in US Dollars)

Interest Earned	Prior Years up to 31-Dec-2024	Financial Year Jan-Dec-2025	Total
Administrative Agent			
Fund Interest and Investment Income Earned	81,343	56,173	137,515
Total: Fund Interest Earned	81,343	56,173	137,515
Participating Organization			
Total: Agency Interest Earned	-	-	-
Grand Total	81,343	56,173	137,515



4. TRANSFER OF FUNDS

Allocations to Participating Organizations are approved by the Steering Committee and disbursed by the Administrative Agent. As of 31 December 2025, the AA has transferred US\$ **12,565,522** to **8** Participating Organizations (see list below).

Table 4 provides additional information on the refunds received by the MPTF Office, and the net funded amount for each of the Participating Organizations.

Table 4. Transfer, Refund, and Net Funded Amount to Participating Organization (in US Dollars)

Participatin	Prior Years up to 31-Dec-2024			Financial Year Jan-Dec-2025			Total		
	Transfers	Refund	Net	Transfer	Refund	Net	Transfers	Refund	Net
FAO	2,110,91	-	2,110,91	-	-	-	2,110,91	-	2,110,91
OHCHR	1,462,79	-	1,462,79	712,800	-	712,80	2,175,59	-	2,175,59
UNCDF	401,616	-	401,616	-	-	-	401,616	-	401,616
UNDP	461,595	-	461,595	148,500	-	148,50	610,095	-	610,095
UNESCO	461,422	-	461,422	222,750	-	222,75	684,172	-	684,172
UNICEF	2,754,93	-	2,754,93	267,300	-	267,30	3,022,23	-	3,022,23
UNWOMEN	505,405	-	505,405	133,650	-	133,65	639,055	-	639,055
WFP	2,921,83	-	2,921,83	-	-	-	2,921,83	-	2,921,83
Grand	11,080,522	-	11,080,522	1,485,000	-	1,485,000	12,565,522	-	12,565,522



5. EXPENDITURE AND FINANCIAL DELIVERY RATES

All expenditures reported are submitted as certified financial information by the Headquarters of the Participating Organizations. These were consolidated by the MPTF Office.

Joint Programme/Project expenditures are incurred and monitored by each Participating Organization, and are reported to the Administrative Agent as per the agreed upon categories for inter-agency harmonized reporting. The expenditures are reported via the MPTF Office's online expenditure reporting tool. The **2025** expenditure data has been posted on the MPTF Office GATEWAY at <https://mptf.undp.org/fund/bdi00>.

5.1 EXPENDITURE REPORTED BY PARTICIPATING ORGANIZATION

In **2025**, US\$ **1,485,000** was net funded to Participating Organizations, and US\$ **4,092,904** was reported in expenditure.

As shown in the table below, the cumulative net funded amount is US\$ **12,565,522** and cumulative expenditures reported by the Participating Organizations amount to **US\$ 9,799,187**. This equates to an overall Fund expenditure delivery rate of **77.98** percent.

Table 5.1 Net Funded Amount and Reported Expenditures by Participating Organization, as of 31 December 2025 (in US Dollars)

Participating Organization	Approved Amount	Net Funded Amount	Expenditure			Delivery Rate %
			Prior Years up to 31-Dec-2024	Financial Year Jan-Dec-2025	Cumulative	
FAO	3,091,300	2,110,915	1,261,634	1,068,111	2,329,745	110.37
OHCHR	4,895,246	2,175,595	518,621	653,655	1,172,277	53.88
UNCDF	747,018	401,616	-	242,105	242,105	60.28
UNDP	1,983,051	610,095	29,100	187,623	216,723	35.52
UNESCO	930,900	684,172	31,827	126,908	158,735	23.20
UNICEF	5,055,269	3,022,237	1,656,100	936,236	2,592,336	85.78
UNWOMEN	1,846,124	639,055	57,811	260,719	318,530	49.84
WFP	4,118,131	2,921,836	2,151,190	617,547	2,768,738	94.76
Grand Total	22,667,038	12,565,522	5,706,283	4,092,904	9,799,187	77.98



5.2. Expenditures Reported by Category

Project expenditures are incurred and monitored by each Participating Organization and are reported as per the agreed categories for inter-agency harmonized reporting.

Table 5.2. Expenditure by UNSDG Budget Category, as of 31 December 2025 (in US Dollars)

Category	Expenditures			Percentage of Total Programme Cost
	Prior Years up to 31-Dec-2024	Financial Year Jan-Dec-2025	Total	
Staff & Personnel Cost	1,049,105	1,028,377	2,077,482	22.71
Supplies, commodities and materials	1,985,698	510,748	2,496,445	27.29
Equipment, vehicles, furniture and depreciation	352,146	76,670	428,815	4.69
Contractual Services Expenses	117,694	224,556	342,249	3.74
Travel	184,231	280,606	464,836	5.08
Transfers and Grants	1,248,768	1,070,207	2,318,975	25.35
General Operating	375,515	645,079	1,020,594	11.15
Programme Costs Total	5,313,155	3,836,242	9,149,397	100.00
¹ Indirect Support Costs Total	393,128	256,662	649,791	7.10
Grand Total	5,706,283	4,092,904	9,799,187	-

1 Indirect Support Costs charged by Participating Organization, based on their financial regulations, can be deducted upfront or at a later stage during implementation. The percentage may therefore appear to exceed the 7% agreed upon for on-going projects. Once projects is financially closed, this number is not to exceed 7%.



6. COST RECOVERY

Cost recovery policies for the Fund are guided by the applicable provisions of the Terms of Reference, the MOU concluded between the Administrative Agent and Participating Organizations, and the SAAs concluded between the Administrative Agent and Contributors, based on rates approved by UNDG.

The policies in place, as of 31 December 2025, were as follows:

- **The Administrative Agent (AA) fee:** 1% is charged at the time of the contributor deposit and covers services provided on that contribution for the entire duration of the Fund. Cumulatively, as of 31 December 2025, US\$ **169,103** has been charged in AA fees.
- **Indirect Costs of Participating Organizations:** A general cost that cannot be directly related to any particular programme or activity of the Participating Organizations. Participating Organizations may charge 7%¹ indirect costs based on UNSDG policy, establishing an indirect cost rate as a percentage of the programmable costs for interagency pass-through pool funds. In the current reporting period US\$ **256,662** was deducted in indirect costs by Participating Organizations. Cumulatively, indirect costs amount to US\$ **649,791** as of 31 December **2025**.

7. ACCOUNTABILITY AND TRANSPARENCY

In order to effectively provide fund administration services and facilitate monitoring and reporting to the UN system and its partners, the MPTF Office has developed a public website, the MPTF Office Gateway (<https://mptf.undp.org>). Refreshed daily from an internal enterprise resource planning system, the MPTF Office Gateway has become a standard setter for providing transparent and accountable trust fund administration services.

The Gateway provides financial information including: contributor commitments and deposits, approved programme budgets, transfers to and expenditures reported by Participating Organizations, interest income and other expenses. In addition, the Gateway provides an overview of the MPTF Office portfolio and extensive information on individual Funds, including their purpose, governance structure and key documents. By providing easy access to the growing number of narrative and financial reports, as well as related project documents, the Gateway collects and preserves important institutional knowledge and facilitates knowledge sharing and management among UN Organizations and their development partners, thereby contributing to UN coherence and development effectiveness.

¹ WFP's indirect support costs are 6.5% per their respective governance body decisions



Burundi Multi-Partner Trust Fund

Annex to Financial Report



Annex. EXPENDITURE BY PROJECT GROUPED BY WINDOW

The Annex displays the net funded amounts, expenditures reported and the financial delivery rates by Window by project/ joint programme and Participating Organization

Annex: Expenditure by Project within Window

Window / Project No. and Project Title	Participating Organization	Project Status	Total Approved Amount	Net Funded Amount	Total Expenditure	Delivery Rate %	
Food Systems and Nutrition							
00130600	Lutter contre la malnutrition	FAO	On Going	2,013,460	1,700,897	1,913,857	112.52
00130600	Lutter contre la malnutrition	UNICEF	On Going	2,667,831	2,221,585	2,046,635	92.13
00130600	Lutter contre la malnutrition	WFP	On Going	2,949,582	2,552,118	2,707,957	106.11
00140845	Accès des petits exploitant	FAO	On Going	1,077,840	410,018	415,888	101.43
00140845	Accès des petits exploitant	UNCDF	On Going	747,018	401,616	242,105	60.28
00140845	Accès des petits exploitant	UNDP	On Going	640,301	161,626	70,870	43.85
00140845	Accès des petits exploitant	UNWOMEN	On Going	592,279	225,297	133,743	59.36
00140845	Accès des petits exploitant	WFP	On Going	1,168,549	369,718	60,780	16.44
Food Systems and Nutrition: Total				11,856,859	8,042,876	7,591,836	94.39

Window / Project No. and Project Title	Participating Organization	Project Status	Total Approved Amount	Net Funded Amount	Total Expenditure	Delivery Rate %	
Human Rights							
00140609	Strengthening Human Rights Arc	OHCHR	On Going	4,895,246	2,175,595	1,172,277	53.88
00140609	Strengthening Human Rights Arc	UNDP	On Going	1,342,750	448,469	145,853	32.52
00140609	Strengthening Human Rights Arc	UNESCO	On Going	930,900	684,172	158,735	23.20
00140609	Strengthening Human Rights Arc	UNICEF	On Going	2,387,438	800,652	545,700	68.16



00140609	Strengthening Human Rights Arc	UNWOMEN	On Going	1,253,845	413,758	184,787	44.66
Human Rights: Total				10,810,179	4,522,646	2,207,351	48.81
Grand Total				22,667,038	12,565,522	9,799,187	77.98

Contributors



Government of
Belgium



Government of
Netherlands



Government of
Switzerland

UN Participating Organizations

